

Santésuisse se moque des citoyens

13.06.13 | Rubrique(s): [Revue de presse](#) | [Lien](#)



Jeudi, 13 juin 2013

La déclaration de santésuisse du 4 avril se résume à: «la hausse des coûts est due à une débauche de soins, à cause du nombre trop élevé de médecins et de par leurs incitations inappropriées aux patients»!

C'est traiter les citoyens d'irresponsables, alors que les assureurs leur ont volé à Genève 300 millions de primes payés en trop. C'est aussi mépriser les médecins et leur travail. Ça suffit! Nous avons toujours soutenu que la compétence de réguler les installations en cabinet soit accordée aux cantons. Or le Parlement, où la grande majorité des élus actifs sur les questions de santé est liée aux intérêts des assureurs maladie, l'a refusée et a décidé durant plus de dix ans d'empêcher ces installations. Résultat: de très nombreux généralistes, piégés à l'hôpital, ont dû se spécialiser. Puis les vannes furent brusquement ouvertes. Résultat: ruée vers les cabinets. Ajouté qu'à Genève la réduction des séjours hospitaliers a fortement augmenté les coûts de l'ambulatoire. Voilà les causes du «volume accru des prestations médicales» décrié par santésuisse. Mais elle a voulu toute cette gabegie! Car trop de «quantité de coûts» lui donne alibi pour imposer de ne rembourser que les médecins de son choix. Prémisse aux soins «low cost»? Pour sûr profond dédain de la volonté du peuple, et de la nôtre, massivement exprimée en 2008 et 2012 (86% à Genève, malgré l'implantation des réseaux de soins REMED et Delta) en faveur du maintien du libre choix de ses médecins. Généralistes et spécialistes ont besoin les uns des autres et sont en immense majorité dévoués et intègres. Diaboliser les spécialistes est injuste et inadmissible. Tout comme vouloir faire baisser pour la 3e fois en dix ans la valeur tarifaire pour tous. Selon le Tarmed et sa «neutralité des coûts», cette valeur devrait être à ce jour au moins à 1fr.05. Santésuisse l'a déjà fait baisser de 0,98 à 0,96. Depuis début 2012 elle la veut à 0,85: valeur identique à celle des cantons où les charges sont bien plus basses qu'ici, où elles se montent à 50% des recettes. Ces conditions ne pourront plus garantir la pérennité de nombreux cabinets, notamment de généralistes, ni la haute qualité actuelle des soins ambulatoires en ville et à l'hôpital: par faute d'outils essentiels comme le temps consacré à l'écoute, aux diagnostics affinés ou aux traitements nécessitant dialogue, compréhension et patience. Que santésuisse respecte la démocratie, rende l'argent dû aux assurés par des baisses de primes, cesse de créer des catastrophes dont elle accuse ensuite autrui d'être responsable des conséquences, renonce à ses dépenses et profits honteux et nous laisse travailler dignement. Sinon, gare à la Caisse unique.

Didier Châtelain "Président de Médecins de Famille Genève (MFGe)"